

Bulletin du FMI

ÉCONOMIE MONDIALE

Christine Lagarde appelle à une action concertée pour faire revenir la confiance

Bulletin du FMI en ligne
15 septembre 2011



Selon Christine Lagarde, le rééquilibrage nécessaire à la reprise suppose en partie de faire rebasculer la demande du secteur public vers le secteur privé, lorsque ce dernier sera suffisamment solide pour en assumer le poids (photo : FMI)

- La croissance mondiale poursuit son cours, mais elle ralentit
- En présence de problèmes d'endettement dans les pays avancés, les risques pour la stabilité financière s'accroissent
- Pour assurer la reprise il faudra agir sur quatre fronts : remise en état, réforme, rééquilibrage et reconstruction

Selon la Directrice générale du FMI, au moment où les marchés financiers mondiaux sont en proie à l'incertitude, les dirigeants de la planète doivent faire front commun pour relever les trois grands défis auxquels l'économie mondiale est confrontée : tensions de la dette qui sapent la croissance, risque d'instabilité au cœur du système économique mondial et tensions sociales.

«Je suis persuadée qu'il y a un chemin vers une reprise soutenue, un chemin bien plus étroit que par le passé et qui le devient de plus en plus. Pour le parcourir, le monde entier devra s'armer d'une ferme volonté politique et préférer la mobilisation éclairée au catastrophisme, la coopération à la concurrence, et l'action à la réaction», a déclaré la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, à l'occasion d'un discours prononcé le 15 septembre au Woodrow Wilson Center à Washington, D.C.

Christine Lagarde s'exprimait à la veille de l'[Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI](#), pendant laquelle les dirigeants économiques de la planète devraient débattre des perspectives de l'économie mondiale et chercher les moyens de faire revenir la confiance.

L'Assemblée se déroulera à un moment où la crise de la dette s'aggrave dans la zone euro, où les tensions financières s'accroissent dans les pays avancés et où la publication de chiffres décevants laisse entrevoir une reprise mondiale plus molle que prévu, en particulier dans les pays avancés. Si, dans les pays émergents, les perspectives de croissance sont plus encourageantes, ces pays sont néanmoins confrontés à des tensions inflationnistes, une forte croissance du crédit ou bien encore à la montée des déficits courants.

Plusieurs pays au Moyen-Orient et en Afrique du Nord doivent, suite aux soulèvements sociaux, transformer leur économie, ainsi qu'il en a été question lors de la [réunion des ministres des finances du Partenariat de Deauville](#) qui s'est tenue récemment dans le cadre du G-7. Les pays à faible revenu connaissent certes une croissance raisonnable, mais ils restent très vulnérables aux perturbations économiques exogènes.

Les prévisions actualisées du FMI pour l'économie mondiale seront publiées le 20 septembre. Quelque 13 000 décideurs, représentants du secteur privé et de la société civile, journalistes et universitaires sont attendus à l'Assemblée annuelle, qui aura lieu cette année les 23 et 24 septembre.

Le poids écrasant de la dette

Dans l'immédiat, l'une des principales menaces planant sur la reprise est le surendettement des pays avancés. Aux États-Unis, les ménages surendettés restent peu enclins à consommer et ont besoin qu'on leur vienne en aide. En Europe, les doutes quant à la viabilité des dettes publiques continuent de miner la confiance et les banques européennes doivent disposer de volants de fonds propres suffisants pour soutenir la croissance, a indiqué Christine Lagarde.

«La faiblesse de la croissance et la fragilité des bilans — ceux des États, des établissements financiers et des ménages — s'aggravent mutuellement, attisent la crise de confiance et freinent la demande, l'investissement et la création d'emplois.»

L'augmentation des risques pour la stabilité financière

Un deuxième problème à plus long terme est l'augmentation des risques pour la stabilité financière due à l'interdépendance des économies et à la persistance des problèmes d'endettement.

«Dans notre monde interdépendant, les secousses économiques dans un pays peuvent se propager avec force et rapidité à l'ensemble de la planète, surtout si elles partent des économies d'importance systémique», a déclaré Christine Lagarde.

L'accentuation des tensions sociales

Des tensions sociales sont perceptibles en de nombreux points de la planète et pas seulement dans les pays soumis à des plans d'ajustement rigoureux. Au niveau mondial, le chômage atteint des niveaux record et menace de s'inscrire dans la durée, en particulier chez les jeunes.

«[...] Plusieurs éléments s'y entremêlent : la persistance d'un niveau de chômage élevé, notamment chez les plus jeunes; l'austérité budgétaire qui entame les protections sociales; l'injustice apparente où l'on semble privilégier le financier au détriment de l'homme de la rue et des antécédents de croissance qui dans de nombreux pays ont surtout profité aux couches supérieures de la société», selon les propos de Christine Lagarde.

Une action sur quatre fronts : remise en état, réforme, rééquilibrage et reconstruction

Selon Christine Lagarde, pour contrer le risque, de plus en plus menaçant, de voir les principales économies baisser en régime au lieu d'aller de l'avant, les dirigeants doivent lutter sur quatre grands fronts.

- **Remise en état.** Les pays avancés ont besoin de plans crédibles à moyen terme pour réduire et stabiliser leurs ratios d'endettement public. Mais à vouloir rééquilibrer trop vite, on risque de nuire à la reprise et d'aggraver les perspectives d'emploi. Il s'agit donc de trouver le juste milieu entre la perte de crédibilité, d'une part, et la remise en question de la croissance, d'autre part.

- **Réforme.** La poursuite des réformes est particulièrement nécessaire dans le secteur financier. Des lacunes considérables subsistent dans des domaines tels que la supervision, les résolutions transfrontalières, les établissements dits trop importants pour sombrer, et les systèmes bancaires parallèles. Une coopération internationale s'impose sur tous les plans pour éviter les arbitrages réglementaires. Des réformes sont nécessaires dans d'autres domaines également, notamment des mesures de création d'emplois.

- **Rééquilibrage.** Premièrement, il s'agit de faire rebasculer la demande du secteur public vers le secteur privé, lorsque ce dernier sera suffisamment solide pour en assumer le poids. Nous n'y sommes pas encore. Deuxièmement il faut rééquilibrer la demande mondiale, des pays déficitaires vers les pays excédentaires. Comme les pays avancés dépensent moins et épargnent plus, les principaux pays émergents doivent prendre le relais et commencer à générer la demande nécessaire pour dynamiser l'économie mondiale.

- **Reconstruction.** Les pays à faible revenu doivent reconstituer la marge de manœuvre de leur politique économique — y compris leur situation budgétaire — laquelle leur a été si utile durant la crise, de sorte qu'ils puissent se protéger contre d'autres tempêtes. Cela les aidera en outre à ménager l'espace nécessaire aux investissements publics porteurs de croissance et aux dispositifs de protection sociale.

Le rôle du FMI

Selon Christine Lagarde, le FMI, fort de ses 187 pays membres, occupe une place de choix pour promouvoir l'action collective à l'échelle mondiale.

- Le FMI peut aider à détecter les risques et à déceler les possibilités qu'offre l'interdépendance des économies.
- Par ses conseils de politique économique, le FMI peut éclairer les grands dossiers — croissance, vulnérabilités et effets de débordement — et aider à orienter la coopération internationale.
- Les prêts du FMI peuvent offrir un répit aux pays confrontés à des difficultés immédiates.
- À plus long terme, le FMI peut aussi aider à construire un système financier international plus sûr et plus stable.

Le Comité monétaire et financier international, l'organe qui pilote la politique économique du FMI, se réunira le 24 septembre. Les chefs d'État et de gouvernement du groupe des 20 pays industrialisés et pays émergents (G-20), se réuniront les 3 et 4 novembre à Cannes pour débattre des moyens de renforcer la coopération économique internationale.